

Les dhimmis espagnols veulent régulariser 500 000 clandestins... Seul Vox proteste !

écrit par Manuel Gomez | 12 avril 2024



L'initiative a été présentée pour la première fois au parlement espagnol en mars de l'année dernière. Bien qu'elle ait reçu le soutien des deux partis de la coalition gouvernementale espagnole, le PSOE et la plateforme de gauche Sumar, les forces conservatrices s'y sont opposées. [EPA-EFE/Adriel Perdomo]



L'initiative a été présentée pour la première fois au parlement espagnol en mars de l'année dernière. Bien qu'elle ait reçu le soutien des deux partis de la coalition gouvernementale espagnole, le PSOE et la plateforme de gauche Sumar, les forces conservatrices s'y sont opposées. [EPA-EFE/Adriel Perdomo]

Fort de plus de 600 000 signatures et du soutien de nombreuses ONG, le parlement espagnol a fait mardi (9 avril) le premier pas législatif vers l'approbation d'une initiative citoyenne appelant à la régularisation d'un demi-million d'étrangers sans papiers vivant en Espagne sans aucun droit fondamental.

[Source](#)

A l'initiative de la plateforme « Regularizacion ya » (Régularisation maintenant), et grâce à l'appui de 600.000 signatures, avec le soutien d'un très large éventail d'ONG et d'associations d'aide aux migrants, dont l'organisation catholique Caritas, et la conférence des évêques espagnols, le Sénat a admis l'examen d'une initiative législative populaire **« qui réclame la régularisation d'environ 500.000 personnes sans permis de séjour. »**

Le Parlement espagnol a donné son feu vert pour l'examen d'une initiative législative populaire (ILP) qui réclame la régularisation extraordinaire de près de 500.000 étrangers vivant en Espagne sans permis de séjour. **Le texte devrait**

maintenant être débattu, amendé et modifié, au fil d'un lent examen parlementaire qui pourrait faire tarder son éventuelle entrée en vigueur durant plus d'un an.

Ce grand élan de la société civile a aidé à surmonter les réticences des partis politiques et facilité un consensus très inhabituel au Sénat. L'admission de l'examen du texte a été approuvée par les représentants de partis de tous bords, « **avec pour seule opposition notable le parti Vox, à droite de la droite** ».

La question est de savoir comment cette initiative pourra s'inscrire dans le cadre européen qui, **paraît-il**, semble devenir de plus en plus restrictif en matière d'immigration, puisque le Parlement européen a voté le Pacte sur les migrations et l'asile qui prétend restreindre les mouvements d'immigration économique. (*Ils se foutent vraiment de nos gueules !*)

Le parcours du texte promet d'être lent et tortueux mais « *il va nous permettre au moins d'ouvrir un débat adulte sur l'adéquation de l'actuel modèle migratoire* », se réjouit le chercheur et activiste Gonzalo Franjul, spécialiste des questions de pauvreté et de développement. « **La régularisation sera une bonne affaire pour le fisc espagnol** », insiste-t-il, en soulignant qu'elle permettrait de faire émerger une bonne part de l'économie informelle.

Cette initiative, partie de la société civile, a pris de court les grands partis politiques qui ne pensaient pas ouvrir un débat public sur une question aussi épineuse, habituellement traitée avec discrétion par les partis au gouvernement.

Le parti socialiste (PSOE) salue « un objectif louable » pour « rendre la dignité aux personnes ». Le Parti populaire (PP, centre droit) s'inquiète à l'idée d'un message qui

laisserait croire que « les voies d'entrée irrégulières terminent en processus de régularisation extraordinaires ».

Ce ne serait pas la première fois, pourtant, que l'Espagne procéderait à des mouvements de régularisation. Elle en a effectué neuf dans les quarante dernières années et le dernier, qui date de 2005, avait donné des papiers à plus de 600.000 personnes, dans le contexte d'un essor immobilier et de la croissance d'un secteur de la construction en forte demande de main-d'oeuvre.

Près de vingt ans après, la situation semble pouvoir se répéter, alors que le secteur de l'hôtellerie manque de bras tous les étés. Le président de la confédération patronale espagnole, [Antonio Garamendi](#), observe l'initiative d'un bon oeil. « *En Espagne, il y a beaucoup de postes vacants, a-t-il commenté. Il n'y a aucun problème à ce que les gens viennent ici pour travailler. Nous avons toujours été ouverts à ce que l'Espagne soit un pays d'accueil, comme d'autres pays l'ont été pour les Espagnols, en d'autres temps* ». **Cela est vrai, mais un pays d'accueil surtout pour l'immigration latino-américaine qui comblait les pénuries de main-d'œuvre.**

Mais il est vrai également que l'Espagne a été envahie et occupée par les « Maures » durant sept siècles : peut-être que Pedro Sanchez et ses socialistes éprouvent une certaine nostalgie d'al-Andalus mais qu'ils n'oublient pas qu'il aura fallu quatre siècles pour que les musulmans soient chassés de la péninsule ibérique.

Manuel Gomez